

Jeudi, 4 Décembre 1879.

SOMMAIRE.

LES MIETTES DU BANQUET.
LE MESSAGE DU PRÉSIDENT.
LE "STAR" VS. M. TASSÉ.
ECHO DU JOUR.
SERVICE TÉLÉGRAPHIQUE.
CA ET LA.
COURRIER DE HILL.
A TRAVERS OTTAWA.
MARCHÉS D'OTTAWA.
MARCHÉS ÉTRANGERS.
FEUILLETON.—LE GOUVERNEUR: Rout de Navery.

LES MIETTES DU BANQUET.

II

Ce que les libéraux grise semblaient fort redouter, c'était la diminution du revenu, sous le nouveau régime protecteur. Dernièrement encore, le *Globe* disait que les calculs du cabinet étaient exagérés. Sir Leonard Tilley a affirmé, à l'encontre de ces opinions, que durant quatre mois seulement, le revenu s'était accru de \$800,000, de sorte que nous pouvons espérer atteindre le chiffre de deux millions ou plus pour l'année.

L'opération du tarif devra être fatale aux intérêts de l'Empire, répétaient en chœur, au parlement, les chefs de la gauche, y compris M. Huntington qui, au dehors, prêche l'annexion; et, par contre, les États-Unis seront mieux avantagés que la mère-patrie. Cette prédiction ne s'est pas réalisée: le contraire est vrai. Ainsi, nos importations de la République ont considérablement diminué, tandis que celles de la Grande-Bretagne se sont accrues dans certains cas, et n'ont baissé pour d'autres produits que dans une proportion beaucoup moindre, relativement. Sir Leonard Tilley a mentionné surtout les cotonnades, le fer, l'acier, le cuir, dont nous importons davantage de l'Angleterre et peu de nos voisins, en proportion.

"Si j'étais le premier ministre de l'Angleterre, je refuserais de rien faire pour une colonie qui adopterait une législation fiscale aussi hostile à la mère-patrie," disait M. Mackenzie à la dernière session. Aussi, à peine, le ministre des finances avait-il mis le pied sur le marché impérial, pour y négocier son emprunt, que le Canada était indignement discrédité. On prétendait que le revenu était fort inférieur à ce que pensait retirer le nouveau cabinet, afin de nuire aux opérations de sir Leonard Tilley, en inspirant, par ces faussetés, une injuste méfiance aux capitalistes anglais. Il parut même dans l'*Economist*, de Manchester, une lettre écrite par M. Mackenzie ou sir R. Cartwright, dans le but de ruiner les calculs du représentant de notre pays. Malgré l'opposition acharnée d'ennemis peu scrupuleux et encore moins patriotes, sir Leonard Tilley a pu obtenir de l'argent à des conditions dont son prédécesseur lui-même a été émerveillé.

Sir Richard Cartwright a déclaré que les circonstances avaient favorisé les conservateurs. Rien de plus vrai: le changement de cabinet qui s'était produit à cette époque, ne pouvait manquer d'assurer la bienvenue au ministre des finances au-delà de l'Atlantique. Ce n'étaient plus les "mouches du coche" qui gouvernaient, en laissant s'accumuler les déficits, sans prendre les moyens de les combler, mais des hommes qui tenaient à sauvegarder le crédit public, en cherchant à équilibrer les recettes et les dépenses nationales.

L'emprunt de \$3,000,000 de sir Leonard Tilley a réalisé \$550,000 de plus que celui de sir Richard Cartwright en 1876.

Partout, dans les centres industriels et manufacturiers visités par sir Leonard Tilley, la protection a été le travail. A plus d'un endroit, les ouvriers ont acclamé le ministre des finances et si les fabricants étaient des réformistes et ne lui faisaient pas un bruyant accueil, leur figure souriante disait, au moins, que la reprise des affaires les rendait plus confiants. Il y a bien sans doute quelques imperfections dans le tarif, mais l'ensemble fonctionne à merveille. Le cabinet n'a jamais prétendu, au reste, que son œuvre serait irréprochable, et est prêt à l'adapter davantage encore aux besoins du pays.

Nombre de gens qui combattaient jadis le parti conservateur, se sont ralliés à la politique nationale; et l'un d'eux n'a pas voulu recevoir dans ses ateliers sir Leonard Tilley parce qu'il lui aurait fallu admettre les bienfaits de la protection, ce qui lui répugnait. Un autre réformiste, après avoir voté vingt-trois ans en faveur des candidats de son parti, est resté neutre aux dernières élections. Depuis six ans, raconte ce brave

homme, je répétais sans cesse à mes amis: "Venez au secours de l'industrie qui se meurt. Mais M. Mackenzie et ses collègues faisaient la sourde oreille, tandis que sir John A. Macdonald offrait de sauver le pays. Nous n'avions pas le temps de lui demander à quelle nationalité il appartenait, ni ce qu'il était en religion ou en politique. L'abîme était là, le danger était imminent, nous devions accepter la main qu'il nous tendait.

En général aussi, les prix sont restés à peu près les mêmes, sauf les cas où la matière première est devenue plus chère. La fabrication s'exerce sur une plus grande échelle et en produisant plus, les prix de revient sont diminués d'autant. Il est donc puéril d'appréhender la création de dangereux monopoles, que rend évidemment impossible la concurrence intérieure.

Les conservateurs n'auraient pas raison de regretter le règne de M. Mackenzie. Pendant vingt ans, les chefs de ce grand parti avaient gouverné le pays avec sagesse et habileté. Mais leurs adversaires n'avaient cessé de crier, d'autre part, qu'ils pourraient administrer avec encore plus de talent et d'économie les affaires publiques. Il était donc bon de leur permettre d'en faire l'essai.

Ces observations de Sir Charles Tupper sont justes. En effet, le peuple sait aujourd'hui à quel s'en tenir sur la valeur des hommes qui ont signalé leur administration par le pillage, l'extravagance et la corruption et qui ont déclaré eux-mêmes leur impuissance à rien faire qui pût favoriser le commerce et l'industrie. Après cinq années d'un régime qui nous menait à la ruine, ces incapables ont dû quitter le pouvoir pour reprendre, sur les banquettes de la gauche, la place que leur a assignée le verdict du 17 septembre dernier, et où ils resteront longtemps, espérons-le.

Lorsque M. Mackenzie acheta 50,000 tonnes de lisses d'acier, en 1874, il prétendit, pour se justifier, que 400 milles du chemin de fer du Pacifique étaient donnés à l'entreprise, et que d'autres contrats devaient être adjugés sous peu. Or, répliquait sir Charles Tupper, les rapports publics établissent que M. Mackenzie n'a pas posé une seule lisse en 1875; qu'en 1876, il donna un contrat de 25 milles; en 1877, un autre contrat de 21 milles, et en 1878, un dernier contrat de 212 milles, soit, en tout, 258 milles.

On est donc ici la vérité de M. Mackenzie qui aurait pu épargner un million au pays, en sachant attendre? L'ex-ministre des travaux publics a payé en 1874, \$54.64 la tonne, c'est-à-dire \$2,730,000, pour ses 50,000 tonnes de lisses d'acier; et le gouvernement achète en 1879, une quantité égale à raison de \$24.24, ou soit \$1,212,000 au mois de juillet dernier, ce qui constitue, on le voit, une énorme différence de \$1,528,000 en faveur de sir Charles Tupper. De quel côté se trouvent la prévoyance, le flair, l'économie?

Sir Charles Tupper a défilé M. Mackenzie de réitérer en parlement ce qu'il a proclamé sur les hustings, c'est-à-dire que le ministre des chemins de fer et des canaux était étroitement lié à MM. Fraser, Grant et Pitblado, entrepreneurs de la section "B" du Pacifique—et que le pays perdait \$700,000 par ce contrat déposé—notons le fait—sur le bureau de la chambre, le 9 avril dernier.

Durant plus d'un mois, le chef de la gauche qui a dû examiner tous les documents, a siégé en face de sir Charles Tupper sans ouvrir la bouche à ce sujet. Pourquoi ne parlait-il pas alors? Sans doute pour la même raison qui lui fera garder encore le silence à la prochaine session.

Pendant cinq ans, M. Mackenzie a donné deux contrats pour la construction du tronçon principal du Pacifique, le premier de 150 milles, à partir de la Baie du Tonnerre jusqu'à la rivière des Anglais, et le second, de 108 milles, à partir de Selkirk jusqu'au Portage du Rat—sans s'occuper de souder ces deux bouts de chemins séparés par une distance de près de 200 milles. L'embarquement de Pembina qui n'est pas encore achevé et que le cabinet devra exploiter sous peu, comme l'Intercolonial, a aussi été donné à l'entreprise.

Depuis le 17 septembre dernier, sir Charles Tupper a donné un contrat de 185 milles—pour relier ensemble les deux extrémités de la voie entre la Baie du Tonnerre et la rivière Rouge—ce que M. Mackenzie aurait dû faire lui-même; il a également donné un contrat de 100 milles à l'ouest de Selkirk, après avoir décidé de localiser la ligne au sud du lac Manitoba, et enfin, il fera commencer

sous peu les travaux à la Colombie Britannique sur une étendue de 150 milles entre Emery Bar et Kamloops. Le contrat n'est-il pas frappant? D'un côté l'indécision, les tâtonnements; de l'autre, l'intelligence et la fermeté dans l'exécution, le sens pratique des choses.

M. Mackenzie a déclaré que le coût de la déviation du tracé au sud du lac Manitoba—allongeant le parcours, selon lui, de 30 milles—serait d'un million de plus. Cette affirmation est contredite par un ingénieur, M. Marcus Smith, qui assure, au contraire, que la construction de cette partie du chemin passant, non à travers les immenses marécages qui se trouvent au nord, mais à travers un territoire fertile et des établissements déjà prospères, au sud, sera plus facile et moins dispendieuse.

Avant d'adopter la route de Burdard Inlet, le gouvernement avait voulu se renseigner d'une manière complète: on prétend à tort qu'il en préférait une autre. Seulement, les informations n'étaient pas assez précises à l'époque de la session pour se fixer sur un choix.

Les ex-ministres, avant leur avènement au pouvoir, en 1873, ne cessaient de déclamer contre les dépenses exagérées de l'Intercolonial. C'était l'un de leurs thèmes favoris. Cependant, loin de diminuer les salaires, et de réduire le personnel, ils ont accru de plusieurs milliers de piastres, durant leur règne, les frais d'exploitation. On sait que c'est ainsi que les libéraux mettent leurs théories d'accord avec la pratique. Depuis que sir Charles Tupper a repris la direction de cette voie ferrée, le service qui n'a jamais été mieux organisé ni plus efficace qu'aujourd'hui, se fait avec 400 employés de moins qu'autrefois.

M. Mackenzie qui est, à n'en pas douter, un homme entendu et surtout pratique, s'est étonné, en outre, de pouvoir construire le Pacifique, à raison de \$25,000 par mille: or, l'ingénieur même de l'ex-ministre a constaté que l'on avait dépensé \$44,000 par mille.

Et nunc erudimini...

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT.

Ce document annuel offre toujours un certain intérêt. La presse des États-Unis le trouve même si intéressant que, parfois, elle réussit à se le procurer avant que le congrès en ait reçu communication. C'est ce qui a eu lieu cette année. Ce sent fait, qui n'est pas sans précédent, disons-nous, dénote chez les fonctionnaires publics américains, une vénération tout d'audace n'a plus de bornes. Chaque année, le message contient un paragraphe signalant des réformes urgentes dans le service civil. Ce paragraphe existe dans le message que nous avons sous les yeux, mais il restera lettre-morte comme tous ses prédécesseurs.

Il est remarquable: les messages annuels, discours du trône, etc., des souverains ou premiers magistrats de tous les autres pays, commencent généralement par un aperçu de la situation alors actuelle et, si cette situation est bonne, par des remerciements pour les bienfaits que la Providence a accordés au pays durant l'année. En Amérique, pays du "Tout-Puissant Dollar," il n'en est pas ainsi. La première chose dont le Président s'occupe est la question financière. Il recommande au Congrès de prendre des mesures pour racheter des bons du Trésor, représentant une valeur de huit cent millions de piastres et arrivant à maturité dans deux ans. Il recommande aussi qu'on cesse de frapper des monnaies d'argent, au titre actuel, le moment n'étant pas éloigné où toutes les nations adopteront un cours monétaire uniforme.

Le paragraphe suivant est très sévère pour les Mormons. En effet, le Président demande que l'on mette fin à la polygamie, en privant les disciples de Brigham Young de leurs droits civils. La recommandation qui suit est fort bonne en elle-même; mais nous savons combien elle est vaine, nous allions écrire "naïve": il s'agit de mieux respecter les lois qui régissent le suffrage électoral. On sait ce que pareille recommandation vaut chez nos voisins.

Nous passons l'inévitable paragraphe concernant les réformes dans le service civil, pour énumérer quelques items plus intéressants, qui mentionnent le message. L'ambassadeur, des États-Unis, à Londres, a reçu instruction de réclamer, du gouvernement anglais, \$105,303 pour les dommages qu'ont subis des citoyens américains à la Baie Fortune. Le même paragraphe promet un règlement définitif de la question des pêcheries.

A propos du nouveau câble français, le Congrès est invité à élaborer une loi générale concernant la pose de câbles sous-marins. Les relations extérieures sont bonnes.

La construction du canal de Nicaragua qui intéresse particulièrement tout le continent américain, devra être faite sous le contrôle du gouvernement américain. Nous reparlerons de cette gigantesque entreprise.

Le commerce s'améliore aux États-Unis et en Europe.

Le message déplore longuement les révoltes récentes des Sauvages; il annonce que des mesures vont être prises pour prévenir de nouveaux conflits entre les blancs et les Sauvages du Colorado. Il recommande qu'on accorde à ces derniers des terres en possession privée et que le gouvernement vende le reste des concessions.

Le message se termine par la recommandation patriotique d'achever, au plus vite, le monument de Washington.

Comme on le voit, ce message n'a rien de bien saillant. On remarquera aussi qu'il n'y est fait aucune allusion aux relations commerciales avec les autres pays. Les États-Unis s'entendent à la protection. En présence de cette attitude, il est aisé de voir qu'en serait le Canada, si le gouvernement actuel n'eût pris des mesures promptes et énergiques pour nous protéger nous-mêmes.

LE "STAR" VS. M. TASSÉ.

(Du quotidien.)

Un de nos fameux protégés politiques, le *Star*, n'a rien de plus pressé que de brigrader injustement le discours du député d'Ottawa, c'était dans son rôle. Dénigrer notre nationalité, calomnier notre culte, se moquer de nos illustrations, c'est là le but direct de la rédaction de ce journal, et ses attaques, pour être plus cachées et moins franches que celles du *Witness*, n'en sont pas moins pernicieuses pour notre peuple.

Voyant que nos concitoyens quittaient un moment la politique pour se réunir en commun; voyant que nous étions fiers de constater ensemble, avec le jeune député d'Ottawa, nos progrès tant dans l'ordre civil que dans l'ordre moral, le *Star* s'est cru obligé de nous dire que le danger n'avait pas disparu, et que nous pouvions encore compromettre nos labours de la veille.

Tant que notre race sera réveillée par la voix de ses chefs, elle ne dégènera pas; par ce sera la lutte qu'on lui offrira; et ce n'est point la lutte qui tuera la race française au Canada.

Que prétend donc notre *Protégé*? Il allègue—bien innocemment que M. Tassé, dans son discours, a affirmé que le peuple canadien-français se plaçait par son éducation au-dessus des peuples anciens et nouveaux.

Remarquons en passant le ridicule de cette assertion; jamais homme censé n'aurait pu dire que notre lit France ou que notre système d'insurrection, en Bas-Canada, était meilleur que celui des États-Unis; et M. Tassé moins que tout autre. D'ailleurs un attaché d'un journal canadien-français de Montréal, me formellement avoir entendu M. Tassé prononcer cette phrase: "Voilà pour son assertion."

Le *Star* avec sa bonhomie, et le *Free Press*, qui n'en a rien eu de plus pressé que de répéter cette platitude, pourront se consoler avec la *Patrie* qui cherche à critiquer le style de M. Tassé, fâché d'avoir assez de jugement pour critiquer le fond; allez, francophobes et dénigrateurs, votre heure n'est pas arrivée.

C'est à nous à présent de féliciter M. Tassé sur son splendide discours prononcé au Théâtre Royal à Montréal. Il n'y a rien qui encourage tant pour l'avenir que la revue de nos victoires passées; car, plus un passé est glorieux, plus on a droit d'espérer pour l'avenir.

M. Tassé nous a montré notre situation avec énergie et franchise. Après un juste tribut d'éloges à nos ancêtres, M. Tassé a touché du doigt la plaie actuelle de la Nouvelle-France; et, jetant mille des acclamations universelles qu'il a terminées par une belle apostrophe en faveur des Canadiens-Français.

Cette preuve, il donne l'exemple des deux Canadiens Français qui sont entrés au parlement d'Ottawa dans des comités du Haut-Canada, M. Routhier à Prescott, et M. Tassé lui-même à Ottawa. Et certes, c'est là un argument invulnérable. Unis dans des comités anglais et protestants, nous élisons cependant nos frères d'origine étrangère pour nous représenter! Que serait-ce donc si nous étions unis dans notre province, si nous étions maltraités chez nous, comme on peut le dire?

Ab! nous ne nous plaindrions pas si souvent que notre langue dégénère, que les villes s'anglicisent, que le patronage officiel nous est enlevé. Elevons d'abord notre province! Soyons unis et ensuite, le reste se fera facilement. Donnons en proie aux Anglais les provinces voisines, mais gardons la nôtre. Ce sont les sueurs de nos pères qui l'ont fertilisée, elle a même été arrosée de leur sang. La province de Québec est le boulevard de notre histoire; nous y sommes nés, nos pères y représentent à côté de nous. Respectons l'héritage qu'ils nous ont légué. Si nous ne pouvons agrandir cet héritage, au moins transmettons-le intact à nos enfants.

C'est sans aigreur que nous avons cité la *Patrie* dans cet article. Mais son attaque contre M. Tassé était trop déplacée pour ne pas y répondre. Qu'elle fasse de la politique, libre à elle. Mais qu'elle vienne dénigrer, sous prétexte de politique, un des nôtres, un jeune homme dont l'avenir est chargé d'espérances, c'est ce que nous ne saurions souffrir.

Rédaction.—Nous n'avons qu'une ou deux observations à faire sur cet article, empreint d'une si grande bienveillance envers notre rédacteur en chef. Il est vrai que M. Tassé n'a pas institué de comparaison, dans son discours, entre notre système d'insurrection et celui des États-Unis. Cependant, il a affirmé que l'enseignement supérieur, dans la province de Québec, peut être comparé avantageusement à celui de l'importer quel pays sur ce continent, faisant observer que, tous les ans, nos voisins, qui se prétendent si éclairés, nous rendent le plus bel hommage en demandant aux directeurs de nos collèges et convents de former le cœur et l'intelligence de plusieurs centaines de leurs enfants. Quant à la position de l'élément français au Canada, si nous ne pouvons espérer jouer un rôle prépondérant ailleurs que dans la province de Québec, nous pouvons cependant, par notre union, par notre activité et par le développement graduel de notre race, exercer une influence plus considérable que celle que nous avons acquise jusqu'à présent parmi les populations industrielles de la plupart des différentes provinces confédérées. Soyons unis; nous serons forts et respectés.

ECHOS DU JOUR.

La législature d'Ontario se réunira le 7 janvier prochain.

Hier soir, les députés du Nouveau-Brunswick et de l'Île du Prince-Edouard ont dîné à Rideau Hall.

Sir A. T. Galt est en ce moment l'hôte de Son Excellence le gouverneur-général.

La contestation de l'élection de Russell sera plaidée aujourd'hui, devant le vice-chancelier Blake. Les témoins sont nombreux.

On dit qu'un régiment de troupes régulières accompagnera S. A. R. la princesse Louise, à son retour au Canada et sera stationné à Ottawa.

Les colonels Powell et Macpherson sont partis pour Kingston où ils doivent s'occuper de certaines questions relatives au collège militaire.

M. Whitehead, entrepreneur, a réussi, parait-il, à construire cette partie du Pacifique passant au lac Traverse et qui était l'une des plus difficiles.

M. Dewdney, surintendant des Sauvages, prétend que les nouvelles relatives à la position et aux menaces de soulèvement des Sauvages du nord-ouest, ont été beaucoup exagérées.

Nous sommes autorisé à dire que la rumeur d'après laquelle la Reine serait gravement malade, n'est aucunement fondée. Sa Majesté a eu un peu de fièvre, mais elle est beaucoup mieux.

La contestation d'élection de M. Langelier, député de Portneuf, sera plaidée le 7 janvier prochain.

Il y a dix huit mois que cette contestation a été intentée devant nos cours.

Sir Leonard Tilley partira pour Québec lundi. Il visitera, mardi, les principales manufactures de cette ville et partira ensuite pour le Nouveau-Brunswick où il passera huit ou dix jours.

La majorité de M. Stairs, le nouveau membre conservateur pour Halifax, est de 416 voix. C'est un beau chiffre, propre à faire le cauchemar du *Globe* et de ses confrères, qui avaient prédit la défaite "du candidat de la politique nationale."

M. Rosamond, propriétaire de la fabrique de lainages d'Almonte, a déclaré à sir Leonard Tilley qu'il était pleinement satisfait du tarif et que la hausse de 10 à 15 pour cent de la matière première ne l'avait pas obligé d'augmenter le prix des produits manufacturés. Cette dernière déclaration est surtout importante à noter.

On annonce la mort de l'honorable James McKay, ancien ministre de Manitoba, arrivé hier à Deer Lodge, près de Winnipeg. Le défunt était un des hommes les plus importants du Nord-Ouest où il a joué,

toute sa vie, un rôle considérable par son influence, son talent et sa fortune. Il était fils d'un des grands facteurs de la compagnie de la Baie d'Hudson et avait fait partie du conseil d'Assiniboia, avant la création de la province de Manitoba. En 1871, il fut nommé président du conseil législatif de cette province. En 1874, il entra dans le gouvernement, comme ministre de l'Agriculture, position qu'il occupa jusqu'à l'année dernière où sa mauvaise santé le força de se retirer des affaires. M. McKay était catholique et s'intéressait vivement à toutes les œuvres religieuses dans le Nord-Ouest.

Quelques statistiques relatives au canal Rideau. Cette année, 825 embarcations ont franchi les écluses, soit, 311 vapeurs, 480 barges et 34 radeaux. Nombre, correspondant, l'année dernière, 785; soit, 40 de plus, cette année. Pendant la dernière saison, 1,136 bateaux sont partis par le canal Rideau, chargés de bois à destination des marchés des États-Unis, soit un total de 2,048, contre 1,831, l'année dernière.

Un nouvel attentat vient d'être commis contre la personne du Czar, sans plus de succès que les précédents. On a tenté de faire sauter, au moyen d'une petite poudrière, un convoi de chemin de fer qui portait Sa Majesté et son entourage. C'était à quelques milles de Moscou. Fort heureusement, les malfaiteurs se sont trompés et ils ont fait sauter un train de bagages qu'ils prenaient pour le train impérial. On n'a pu découvrir encore les malfaiteurs, mais ce sont des nihilistes, il n'y a pas à en douter. La Russie est dans l'émotion. Ces tentatives répétées d'assassinat empêche la vie du Czar.

Le *Citizen* de ce matin, annonçant la candidature de M. Royal à Provencher, dit que l'élection se fera probablement par acclamation. Notre confrère se félicite de l'entrée de M. Royal sur la scène fédérale et déclare qu'il sera une brillante acquisition pour la Chambre des Communes; il parle de la réputation que M. Royal s'est acquise dans la législature de Manitoba comme debater, possédant parfaitement les deux langues, etc. Toutes ces choses sont connues de nos lecteurs; mais nous aimons à voir un confrère anglais rendre ainsi témoignage à l'un de nos distingués compatriotes.

M. Royal, nous l'avons déjà dit, se présente comme conservateur et ami du gouvernement actuel. La correspondance suivante, publiée dans le *Citizen* de ce matin, n'a pas besoin d'explication: Ottawa, le 3 décembre, 1879.

MONSIEUR LE RÉDACTEUR.—En parcourant la liste des invités au bal donné par la société Saint-André, je trouve celui du "Président de la société Saint-Jean-Baptiste." N'ayant pas eu l'honneur de recevoir d'invitation, je vous prie de vouloir bien rectifier. Bien à vous, F. X. VALADE, Président de la société Saint-Jean-Baptiste d'Ottawa.

Ottawa, le 3 décembre 1879.

MONSIEUR LE RÉDACTEUR.—M. le Dr Valade, président de la société Saint-Jean-Baptiste, se plaint, dans une lettre que publie le *Free Press*, de n'avoir pas reçu d'invitation pour le bal de la Saint-André. Or une invitation a été dûment adressée, par la poste, au président de la société. Si elle n'est pas parvenue, c'est la faute des employés de la poste. La société Saint-André a toujours été dans les meilleurs termes avec la société Saint-Jean-Baptiste et elle regrette beaucoup que cette invitation ait été égarée. J'ai etc, G. S. MACFARLANE, Secrétaire de la société Saint-André.

Ottawa, le 3 décembre 1879.

MONSIEUR LE RÉDACTEUR.—M. le Dr Valade, président de la société Saint-Jean-Baptiste, se plaint, dans une lettre que publie le *Free Press*, de n'avoir pas reçu d'invitation pour le bal de la Saint-André. Or une invitation a été dûment adressée, par la poste, au président de la société. Si elle n'est pas parvenue, c'est la faute des employés de la poste. La société Saint-André a toujours été dans les meilleurs termes avec la société Saint-Jean-Baptiste et elle regrette beaucoup que cette invitation ait été égarée. J'ai etc, G. S. MACFARLANE, Secrétaire de la société Saint-André.

Casquettes
TAM O'SHANTER
Bonnets Écossais,
(Large croons, Ye Ken)
\$1.50
R. J. DEVLIN

Les gens de la campagne trouveront leur avantage à venir examiner notre Stock.
537 & 539 RUE SUSSEX,
OTTAWA.
Ottawa, 10 novembre 1879.

L. A. OLIVIER
AVOCAT.
Bureau—Rue d'Almonte, des rues Rideau et Sussex, Block d'Eglise, Ottawa, Ont.
ARGENT A PRÊTER.
Ottawa, 23 juin 1879.

HUILE ASTRALE

DE
PRATT
180 degrés à l'épreuve du feu.

La meilleure huile de charbon du monde!

PAS DE FUMÉE,
PAS DE SENTEUR,
PAS D'EXPLOSION.

SEULEMENT CHEZ

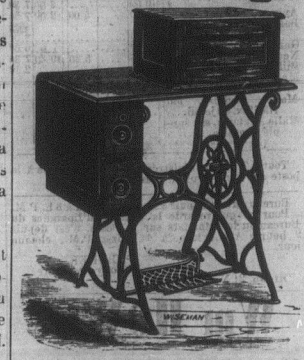
SHAW

CRYSTAL HALL
68 Rue Sparks.

PR. NEZ FARDE!

Certaines gens font passer de l'huile du Canada pour celle des États-Unis, prétendant l'acheter de nous pour fournir leurs clients. Ceci est faux. Il n'y a pas d'autre huile américaine ni ville et aucun marchand ou revendeur ne l'achète de nous, ni ne peut la vendre. Cette huile ne peut s'acheter que de nous, à notre établissement 63 rue Sparks, et de là est destinée à tous nos clients.

Williams' Singer



LA MEILLEURE

MACHINE À COUDRE

DU MONDE.
N'a pas son égale pour le fini, la durée et l'étendue de l'ouvrage fait.

2000

MAINTENANT EN USAGE

AUTRE MOULIN ne donne autant de satisfaction.

THOMAS MAY,

Agent général pour Ottawa.
BUREAU PRINCIPAL:

210 Rue Sparks.

AGENTS: **284, RUE DALHOUSIE.**
Ottawa, 25 nov., 1879.

GIBSON, FILS ET WARNOCK,

MANUFACTURIERS DE

Biscuits

pour le commerce de gros.

Le plus grand blissemment de la vallée d'Ottawa.

Tous nos biscuits sont cuits à la vapeur au moyen d'un fourneau mobile qui a une capacité de 20 quarts de leur par jour.

Nos employés sont des premiers mains du pays. Nous ne nous occupons que du commerce de gros seulement et garantissons pleine satisfaction.

GIBSON, FILS ET WARNOCK,
Coin des rues Bank et Queen.

Le grand

ETABLISSEMENT

DE LA VILLE, POUR

MARCHANDISES

DE MODES,

Vêtements d'hommes

etc., etc.

EST CELUI DE

G. C. EGAN,

537 & 539 RUE SUSSEX,

OTTAWA.

Ottawa, 10 novembre 1879.

L. A. OLIVIER

AVOCAT.

Bureau—Rue d'Almonte, des rues Rideau et Sussex, Block d'Eglise, Ottawa, Ont.

ARGENT A PRÊTER.

Ottawa, 23 juin 1879.